

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

### LE BUDGET—LES STIMULANTS POUR L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

**M. Dean Whiteway (Selkirk):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances et concerne le fait que la dépression dans l'industrie de la construction a battu presque tous les records. Étant donné que le nombre d'emplois dans l'industrie canadienne de la construction diminue de 10,000 tous les mois, le ministre des Finances peut-il dire à la population canadienne pourquoi son exposé budgétaire d'hier soir ne prévoyait aucune mesure pour stimuler l'industrie de la construction vu que la vente des nouvelles maisons n'est pas assujettie à la taxe de vente provinciale et que la réduction de cette taxe de vente représentera par conséquent un montant insignifiant dans le cas des nouvelles maisons?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, la meilleure façon de stimuler l'industrie de la construction, c'est de favoriser l'investissement et la croissance économique au Canada, et les politiques que nous avons proposées hier soir visent à atteindre un taux de croissance de près de 5 p. 100 en 1978. Nous espérons stimuler l'industrie de la construction de cette façon.

**M. Whiteway:** Vu qu'il est essentiel pour l'industrie de la construction que le Canada connaisse une reprise économique quelconque, le ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi l'exposé budgétaire ne prévoit aucune mesure pour compenser le taux d'intérêt plus élevé sur les hypothèques domiciliaires qui découle de sa politique économique et pourquoi surtout le gouvernement n'a pas rendu déductible le taux d'intérêt des hypothèques domiciliaires?

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, il y a deux points que je veux établir. D'abord, à l'heure actuelle, le taux d'intérêt au Canada est inférieur à ce qu'il était il y a un an et demi. Deuxièmement, l'augmentation de un point du taux bancaire ce mois dernier n'a pas entraîné une hausse équivalente du taux hypothécaire. De fait, quand nous avons augmenté le taux bancaire de un demi-point la première fois, il n'y a eu aucun changement pour les taux d'intérêt hypothécaires. Quand le taux bancaire a augmenté d'encore un demi-point, le taux hypothécaire n'a augmenté que de un quart de point et non pas de un point.

● (1452)

[Français]

ON DEMANDE POURQUOI LE BUDGET NE CONTIENT PAS PLUS DE MESURES POUR CONTRER LE CHÔMAGE

**M. Heward Graffey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné, selon les chiffres annoncés aujourd'hui, que 1,045,000 Canadiens sont officiellement sans travail et, plus particulièrement, que dans la province de Québec 17,000 Canadiens de plus sont en chômage en comparaison avec le mois précédent et que maintenant le niveau de chômage est plus que deux fois plus grand que dans deux des provinces de la région atlantique, je demande à l'honorable ministre des Finances pourquoi il n'a pas attaqué la question triste et grave du chômage avec des mesures précises dans son budget à travers le Canada et plus particulièrement en ce qui a trait à la situation grave dans la province de Québec en ce qui concerne le chômage.

## Questions orales

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Si l'honorable député a écouté attentivement mon discours hier, il a vu les raisons que j'ai données relativement au budget que j'ai présenté. J'ai offert à l'économie un stimulant de un milliard 200 millions de dollars applicable cette année; nous espérons par ce stimulant atteindre un taux de croissance d'environ 5 p. 100 et nous espérons qu'en ce faisant nous allons réduire le niveau de chômage.

Et je voudrais dire à l'honorable député qu'une croissance du revenu national brut de 5 p. 100 sera l'une des meilleures performances de tous les pays de l'hémisphère occidental.

**M. Graffey:** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire et elle est encore plus précise. Étant donné qu'une grande partie du chômage dans la province de Québec existe aujourd'hui parce que plusieurs journaliers ont été «slackés» par exemple dans les industries du textile, du vêtement, de l'ameublement, de la chaussure et dans d'autres industries secondaires, je demande—oui j'ai dit «slackés»...

[Traduction]

Je ne tire aucune satisfaction mesquine à poser ces questions au pire gouvernement que nous ayons eu depuis la Confédération.

[Français]

Je demande à l'honorable ministre pourquoi on ne trouve pas des mesures précises dans le budget pour aider ces industries et pour stimuler plus particulièrement l'économie dans la province de Québec où la situation aujourd'hui en ce qui concerne le chômage est tellement grave.

**M. Chrétien:** Si l'honorable député suit activement l'évolution de la situation au Québec dans l'industrie secondaire, il constatera que les mesures que nous avons prises il y a environ 15 mois au sujet du textile et il y a environ six mois au sujet de la chaussure a donné des résultats très positifs. On lit couramment aujourd'hui qu'il y a une reprise dans ce secteur de l'économie. Alors, je ne vois pas pourquoi nous aurions à ajouter à un mécanisme qui semble bien fonctionner actuellement.

\* \* \*

[Traduction]

## LE NORD CANADIEN

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU MINISTÈRE—LES MOTIFS DE L'ABSENCE DE RENVOI AU COMITÉ

**M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, je voudrais poser ma question à son secrétaire parlementaire. Ce dernier peut-il nous expliquer pourquoi les fonds dépensés par son ministère dans la province de la Saskatchewan dépassent de plusieurs millions de dollars les crédits attribués pour la dernière année financière et nous dire si c'est là une des raisons pour lesquelles le ministre n'a pas présenté ses prévisions budgétaires au comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien?

**M. Ross Milne (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur l'Orateur, nous sommes conscients de ce problème de budgétisation et du fait que les fonds dépensés dans la Saskatchewan ont excédé les crédits attribués. C'est un des points que nous avons abordés récemment avec le directeur régional. Nous espérons